

Communistes

www.PCF.fr

On ne touche pas au 1^{er} mai : le pouvoir a reculé

(p. 3)



Vidéo

Fabien Roussel était l'invité de la matinale de Franceinfo

Contre les fermetures de classe (p. 4)

Symbole

La provocation d'Attal contre le 1^{er} Mai nous dit d'abord que la droite, incapable de répondre aux problèmes du pays (pouvoir d'achat, désindustrialisation, guerre et paix, etc.), n'a rien d'autre à proposer que de s'en prendre à un puissant symbole comme le jour férié de la fête des travailleurs. Mais l'affaire nous dit aussi que le RN est complice. L'extrême droite répète volontiers avoir le souci des petits, des travailleurs, elle prétend « chérir » le modèle social français. Mais c'est elle, ce sont ses députés qui ont soutenu l'opération d'Attal. Tout un symbole aussi que cette alliance de classe, ce clan des loufiats du patronat.🔄

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

VERS LA FIN DU 1er MAI FERIE ?



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'Exécutif national du PCF. Salle des fêtes, Saint-Sornin (03)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles. Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

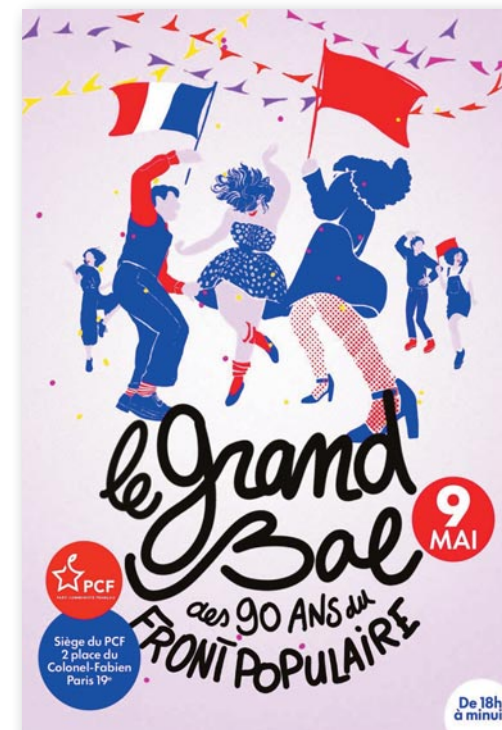
13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de *l'Humanité*. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Péricleès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en

souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du *Monde diplomatique*)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.



Le 1^{er} mai n'est pas négociable : retrait du texte ou censure

Une fois de plus le gouvernement choisit son camp : celui de faire payer la crise au monde du travail. Il franchit aujourd'hui une ligne rouge inacceptable en s'attaquant au 1er Mai comme jour chômé et payé.

La situation que vivent les Françaises et les Français est déjà insoutenable. La France subit une vague dévastatrice de fermetures d'entreprises qui laisse des milliers de familles sur le carreau. L'augmentation du chômage frappe notre pays de plein fouet, en sacrifiant tout particulièrement notre jeunesse condamnée à la précarité. Au quotidien, la vie est toujours plus chère, d'autant plus avec la guerre au Moyen-Orient : l'explosion des prix de l'énergie et l'inflation galopante asphyxient les ménages tandis que les salaires continuent de stagner.

Dans ce contexte de souffrance sociale, s'en prendre au 1er Mai est une provocation indécente. Cette journée est la journée internationale de la lutte des travailleurs et des travailleuses, un acquis historique qui ne saurait être sacrifié sur l'autel de la rentabilité.

C'est une tout autre politique que nous portons pour la France, pour la paix, l'emploi et les salaires. Face à cette offensive contre le monde du travail, le groupe des députés communistes à l'Assemblée nationale a raison de menacer le gouvernement d'une motion de censure : le 1er Mai n'est pas négociable !

Le Parti communiste français défendra les travailleurs et travailleuses et leurs droits coûte que coûte.

Les reculs sociaux doivent cesser immédiatement. Notre exigence est claire et elle prend la forme d'un ultimatum : soit le gouvernement retire ce texte scélérat sur-le-champ, soit il sera censuré. Il n'y aura pas d'autre issue.

Le monde du travail ne se laissera pas voler son histoire ni ses droits ! ✪

Paris, le 13 avril 2026

Parti communiste français



Chaleureuse cérémonie, mardi soir, au siège du PCF, pour célébrer l'entrée de notre camarade Guillaume Roubaud-Quashie dans l'ordre des Arts et des Lettres.

Le travail de la commission du texte

Une nouvelle phase s'ouvre dans la préparation de notre congrès, dont la réussite dépendra de notre capacité collective à ancrer les débats sur notre stratégie dans les évolutions qui se produisent sur un mode accéléré. Le capital se reconfigure et veut s'imposer, en recourant encore plus durement à la force, par la guerre. Ses représentants sont ainsi de plus en plus tentés de soutenir l'accès au pouvoir de l'extrême droite. Si les périls grandissent, simultanément des opportunités se présentent pour mieux faire prendre conscience que la plupart des maux de la société viennent de l'emprise du capital. Et de faire grandir une conscience d'intérêts communs, de classe, dans le monde du travail et de la création. La mission historique de notre parti est d'une actualité renforcée dans son combat contre cette emprise et pour faire advenir une issue.

C'est dans cette optique que la commission du texte a travaillé à produire une ébauche de base commune. À son sujet, lors du dernier Conseil national, beaucoup d'avis se sont exprimés pour proposer des améliorations à cette première mouture. La commission du texte qui s'est réunie entre les deux journées du CN l'a fait avec la ferme résolution d'en intégrer le maximum, et de prolonger ainsi la dynamique de reconstruction du PCF en phase avec les évolutions en cours, issue des 38^e et 39^e congrès. Chacune et chacun trouvera des points qui sont encore à améliorer. Cette base me semble pertinente pour le permettre, afin que ce texte soit le meilleur possible avec des analyses affinées et des



propositions. La contribution de chaque adhérent est essentielle pour que notre congrès résulte de choix partagés, et donne ainsi une plus grande capacité d'argumentation et d'action à chacune et chacun.

L'un des chantiers que nous nous sommes fixés est d'affiner notre stratégie à 10 ou 15 ans, en caractérisant ce que serait une transition de société qui s'affranchit de l'emprise du capital. La proposition de base commune présente ainsi cinq piliers de ce que pourrait être le socialisme dans les circonstances actuelles : elles sont à discuter, à améliorer, pour que cette conception intègre encore mieux ce qui ressort des luttes dans les entreprises et dans nos lieux. Et que ces luttes s'articulent non seulement avec des perspectives de victoires sectorielles, mais aussi des changements profonds dans l'ensemble de la société à moyen terme.

Parce que les forces dominantes ont agi pour diviser, au niveau international comme au niveau national, nos débats doivent pousser la définition du rassemblement que nous voulons construire, unissant les travailleurs dans leur diversité pour mieux lutter contre l'exploitation et les discriminations. Cette conception du rassemblement dans les luttes doit mieux irriguer celui qui doit advenir des élections, avec les échéances importantes qui nous attendent.

Pour ancrer la réflexion dans l'action et l'analyse, chaque instance gagne à faire le bilan des objectifs que nous nous étions fixés lors des deux derniers congrès, en identifiant ce qui a avancé, ce sur quoi nous butons et la manière de surmonter ces difficultés. ✪

Stéphane Bonnéry

Contre les fermetures de classe

Dans tous les départements, la réalité du budget de l'État 2026 concernant l'Éducation nationale éclate au grand jour avec des milliers de postes d'enseignants supprimés. Ce sont des milliers de classes et de postes dans le second degré qui sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Le ministre de l'Éducation et le gouvernement s'appuient sur une baisse démographique annoncée avec 1 million 700 000 élèves en moins à l'horizon 2035. Cette baisse, brandie comme un argument massue pour éteindre toute discussion, serait entendable si, durant la période de boom démographique, le nombre de postes avait suivi l'augmentation du nombre d'élèves et si l'école publique était dans une autre situation que celle que nous connaissons.

Ce n'est bien entendu pas la réalité, la France est dans le peloton de queue des pays de l'Union européenne s'agissant du taux d'encadrement en étant 3 à 4 points plus élevé que le taux moyen des pays de l'OCDE, avec près de 23 élèves par classe contre une moyenne se situant entre 18 et 19 élèves par enseignant en moyenne pour les pays de l'OCDE.

L'école est pourtant dans un moment historique où s'affrontent les intérêts du capital d'un côté, qui poussent à la baisse de la dépense publique, la réduction des moyens de l'éducation, tout en favorisant de fait l'enseignement privé qui veut éviter des baisses d'effectifs afin de maintenir un taux de rentabilité acceptable pour les tenants de l'école privée.

De l'autre côté, les mobilisations des élus, des parents d'élèves fleurissent partout sur le territoire pour défendre l'école publique, notamment dans les quartiers populaires urbains ou les territoires ruraux.

Chacun perçoit que cette baisse démographique peut être l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement des élèves et des enseignants, avec notamment la réduction du nombre d'élèves par classe. L'offensive



idéologique à l'œuvre depuis des années contre l'école publique montre ainsi un objectif clair : soumettre l'État aux intérêts capitalistes, y compris le service public d'éducation, ou répondre aux attentes et aux aspirations des familles de travailleuses et de travailleurs qui veulent le meilleur pour leur enfant, en considérant toujours que l'école doit être le lieu de l'émancipation de toute la jeunesse.

Les communistes, les élus et les fédérations sont engagés dans ces batailles contre les fermetures de classe. Il s'agit non seulement d'améliorer les conditions d'enseignement mais aussi de créer les conditions de la transformation de l'école en améliorant les conditions de travail des personnels de l'éducation, en redonnant à l'école publique les moyens d'accomplir ses missions, de répon-

dre aux besoins de tous les élèves, permettre l'élévation du niveau de connaissance de toutes et tous, engager de manière nouvelle la bataille contre les inégalités sociales de réussite scolaire en se basant sur les besoins de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. C'est aussi un levier pour recréer un véritable service de remplacements des enseignants quand on sait que ce sont les territoires les plus populaires qui pâtissent de ce manque de personnels.

Il s'agit dans les semaines qui viennent de faire grandir ces milliers de batailles contre les fermetures en ouvrant une perspective de changement de politique en rupture avec les politiques libérales menées depuis une quinzaine d'années.

Il s'agit enfin d'ouvrir une perspective de reconquête de temps de classe après 15 années de régression où les élèves de France ont perdu l'équivalent de 2 années de classe sur tout le temps de la scolarité obligatoire, et ce sans alourdir le temps de service des enseignants. Au contraire même, il s'agit de faire respirer les classes, et comme le propose le projet communiste pour une école émancipatrice, libérer du temps pour la pédagogie, la concertation, la préparation de la classe et le travail en équipe.

Cette baisse de la démographie, à moyens constants ou mieux, en récupérant le point de PIB supprimé au ministère de l'Éducation est un véritable levier si un mouvement large s'en empare pour remédier aux inégalités et permettre l'élévation du niveau de connaissances, un véritable développement des savoirs dans la société.

Cette bataille appelle une mobilisation et des réponses concrètes à court terme, mais elle exige aussi de faire grandir l'exigence d'une alternative politique, en rupture avec les politiques menées, avec la visée de transformer l'école, pour une école émancipatrice. ✪

Sébastien Laborde

Contre le système prostitutionnel

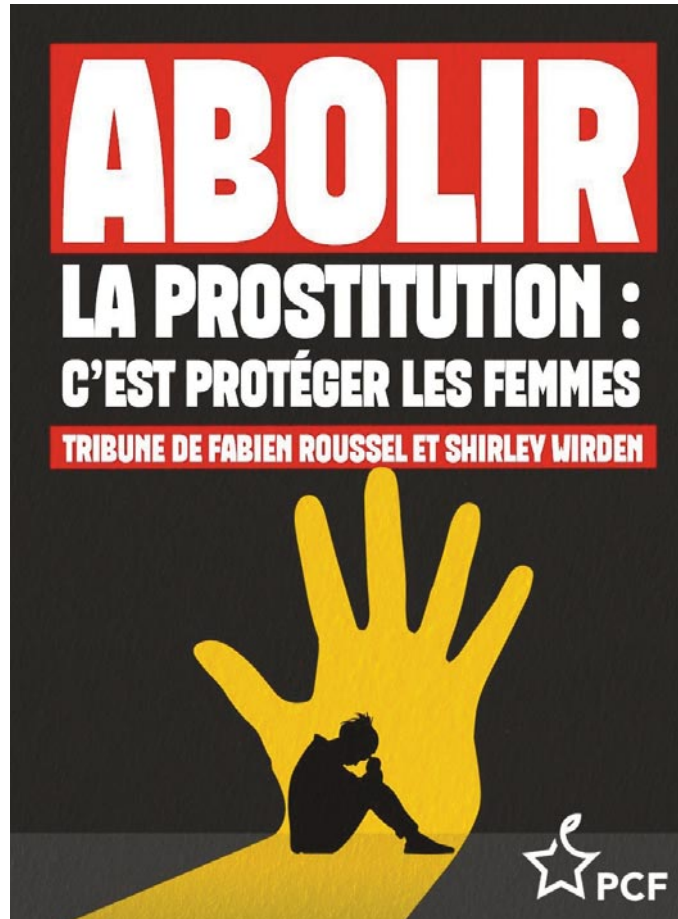
Dimanche 12 avril 2026 s'est tenue à Paris la marche mondiale des survivantes de la prostitution organisée par Cap international, en partenariat avec ses associations membres, le Mouvement du Nid et la Fondation Scelles, célébrant ainsi les 10 ans de la loi abolitionniste de 2016 en France.

Grâce à la mobilisation des communistes ainsi qu'à la présence d'une équipe Accueil Sécurité, cette marche a pu avoir lieu dans de bonnes conditions. Nous sommes fières que le PCF soit depuis le début et toujours encore le pilier à gauche de la lutte contre le système prostitutionnel et soutienne concrètement les associations.

La ligne a été toujours très claire : nous affirmons et réaffirmons dans l'ensemble de nos productions et orientations que le corps des femmes n'est pas une marchandise que l'on peut échanger et vendre selon le bon vouloir du marché et que la lutte des classes et la lutte pour l'émancipation des femmes sont intrinsèquement liées.

Célébrer et revendiquer ! De nombreuses femmes venues du monde entier ont appelé à défendre le modèle abolitionniste et l'appliquer dans leur pays, de la Colombie à la Corée du Sud. En France, la loi de 2016 est perfectible et manque cruellement de moyens. Le PCF exige :

- Des formations et des moyens donnés à la police et à la justice pour accompagner les personnes en situation de prostitution et/ou victimes de traite et lutter contre le proxénétisme.



- Une éducation sexuelle dans tous les établissements adaptés à l'âge et permettant de dépasser les stéréotypes patriarcaux et d'aborder la sexualité comme une partie intégrante de notre vie, liée à notre santé et à notre bien-être plutôt que comme une source de violence et de commerce.



- De garantir la protection des femmes victimes de violences et de traite, notamment en augmentant les parcours de sortie et leur financement, en mettant en place des centres d'accueil sur tout le territoire, en garantissant un logement, l'accès aux services publics et en favorisant la réinsertion des victimes dans le monde du travail.

- D'enfin octroyer le budget nécessaire contre les violences faites aux femmes que les associations demandent depuis si longtemps.

- De s'attaquer à l'industrie pornographique et ce qu'elle véhicule comme violence, racisme et stéréotypes nuisibles à l'égalité entre les sexes.✪

Shirley Wirden

Cuba : continuons la mobilisation internationale pour briser le blocus !

La volonté d'asphyxie totale de Cuba par le gouvernement étatsunien est aujourd'hui poussée à l'extrême. Les principaux services essentiels du pays sont à l'arrêt depuis le 3 janvier. D'après l'ONU, ce sont plus de 110 000 opérations d'urgence qui ont dû être repoussées faute d'électricité. Près de 400 000 enfants sont, quant à eux, en risque de rupture scolaire suite à la fermeture des écoles et des 240 pensionnats du pays. Dans cette situation catastrophique, la compagnie Iberia a décidé elle aussi d'arrêter ses vols à destination de Cuba au moins jusqu'en juin.

Le 13 avril encore, D. Trump annonçait qu'après l'Iran Cuba serait la prochaine cible militaire des USA. Ce que le gouvernement des États-Unis vise est simple : l'anéantissement total de toute velléité d'indépendance et de résistance sur le continent latino-américain comme dans le reste du monde.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres », disait Antonio Gramsci. Force est de constater que ces derniers mois les monstres sont de sortie et qu'ils n'hésitent plus à agiter le spectre de la guerre nucléaire, de l'anéantissement de civilisations entières et de génocides pour assouvir les desseins d'une bourgeoisie financière étatsunienne (et de ses alliés) qui refuse de voir son hégémonie contestée à l'échelle globale. Si nous ne les arrêtons pas maintenant, vers qui se dirigeront leurs attaques ensuite ? Le Groenland, l'Espagne, la France peut-être ? Nous devons les stopper !

Dans ce projet « illibéral » ou « néo-fasciste », Cuba reste un sacré caillou dans la chaussure de l'Oncle Sam. Depuis 1959 le pays a décidé de s'émanciper de l'impérialisme de la première puissance et de construire une société socialiste à 150 km des côtes étatsuniennes.

Cuba est devenu un symbole mondial de résistance face à la barbarie et à la guerre que veulent nous imposer les puissants. Le peuple cubain est aujourd'hui asphyxié, acculé et poussé dans une situation d'effondrement humanitaire provoquée par les États-Unis. Pourtant il est une chose que les États-Unis, malgré leur acharnement criminel, n'ont toujours pas réussi à obtenir : c'est la dignité des Cubains. Lorsque la plupart des gouvernements occidentaux ont choisi la servilité et la soumis-

sion face aux États-Unis, Cuba, elle, reste debout et continue de défendre sa souveraineté et son indépendance.

C'est pour cette même dignité et pour défendre l'indépendance et la souveraineté des peuples face à l'impérialisme que le PCF a initié le weekend passé des journées internationales d'actions. Plus de 40 rassemblements et initiatives partout en France en lien avec les forces syndicales, les associations et les autres forces de gauche ont eu lieu. Les objectifs :

- Dénoncer et informer sur la réalité du blocus imposé à Cuba.
- Exiger que notre gouvernement réagisse en condamnant clairement cet acte de guerre.
- Qu'il envoie du matériel humanitaire pour briser le blocus.

Ce weekend, nous avons passé un cap dans la mobilisation sur Cuba au niveau national comme international. Ce sont de très nombreuses mobilisations qui ont eu lieu partout dans le monde et notamment en Europe : Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Allemagne, Autriche, et ce weekend encore en Espagne, au Portugal... Partout les peuples s'organisent et se mobilisent pour dire que Cuba n'est pas seule !

Mais nous ne pouvons pas en rester là ! Dans les prochaines semaines nous devons multiplier les initiatives et interpeller nos élu-es. L'objectif est triple :

- briser le silence autour du blocus ;
- pousser les pouvoirs publics au niveau local comme national à condamner clairement le siège énergétique qui asphyxie tout un peuple ;
- construire des partenariats entre nos collectivités et les communes cubaines pour permettre l'envoi de panneaux photovoltaïques et la réélectrification des infrastructures, à commencer par les écoles.

En parallèle, le PCF continue sa campagne de collecte de médicaments et de matériel médical et enverra plusieurs conteneurs dans les prochains mois. Face à l'urgence, nous avons également pris la décision d'utiliser une partie de la cagnotte pour financer la réélectrification d'un hôpital ou d'un centre de santé. Enfin nous comptons donner suite aux mobilisations de ce weekend avec nos partenaires en France comme sur le plan international.

Cette mobilisation n'est pas vaine et rien n'est joué d'avance.



Face au blocus l'ONU a décidé d'envoyer du pétrole pour permettre la distribution de l'aide humanitaire. La Russie est en train d'envoyer un deuxième pétrolier pour soulager l'île. Le Mexique est en train de négocier l'envoi de pétrole à Cuba. Et le peuple étatsunien n'est pas en reste : le mouvement de solidarité avec Cuba s'amplifie ! La semaine passée des élus démocrates se sont rendus à Cuba et ont fustigé la mesure qu'ils qualifient de « bombardement économique de l'infrastructure du pays ». D'autres essayent d'empêcher une attaque militaire sur l'île et demandent la destitution de D. Trump.

« *Turner le dos à Cuba aujourd'hui signifierait tourner le dos à l'humanité tout entière* », disions-nous il y a quelques semaines avec le convoi humanitaire global à La Havane. À l'inverse, défendre Cuba c'est être du bon côté de l'histoire, celui qui constitue la base de notre engagement communiste : l'émancipation humaine, la lutte contre l'oppression, l'exploitation et la guerre.

Ce que nous construisons aujourd'hui pas à pas laissera des traces dans notre organisation et dans la société. « *Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire* », disait le Che. Il ne s'agit pas uniquement pour nous de « ressentir l'injustice » aujourd'hui, mais de la mettre en échec en nous organisant collectivement, et par là-même de renforcer une des conditions fondamentales de la lutte et de la conscience de classe : l'internationalisme. ☺

Charlotte Balavoine

responsable de la campagne Cuba pour le PCF

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

13/19 avril 1936 (15)

Le PCF à la radio

L'événement politique de la semaine, à dix jours du premier tour, est sans conteste l'intervention de Maurice Thorez le 17 avril sur Radio-Paris, radio d'État depuis 1933, dite « le poste national », relayé par toutes les antennes locales, donc diffusé aux quatre coins du pays. La presse communiste parle de l'émission depuis plusieurs jours, des écoutes collectives sont organisées. Le discours de Maurice Thorez est intégralement publié dans *l'Humanité* du 18 : « Pour une France libre, forte et heureuse ». « Un vent de détresse souffle sur notre beau pays », proclame le dirigeant qui dénonce les 200 familles, responsables de la crise, le poids des banques, la dureté de la crise, la ruine des paysans, la dégradation morale entretenue par les fascistes, « diviseurs de Français. » « Le fascisme, c'est la guerre », insiste le dirigeant, qui pointe les complices de Hitler, montre que les riches doivent payer et conclut sur la volonté d'unir, de réconcilier le peuple de France. Le discours se termine en effet par un appel aux catholiques (« nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis ») et un rappel que « les communistes ont réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances ». L'actualité internationale est toujours aussi char-



gée : tensions entre Arabes et juifs en Palestine, intervention italienne en Éthiopie, provocations répétées d'Hitler, agitations fascistes en Espagne (on note un article de Paul Nizan). Alors que les menaces de guerre sont partout, « les diplomates sont en vacances », ironise *l'Humanité*.

À Paris, le 16 avril, se tient une « Mutu » en solidarité avec Ernst Thaelmann, chef du PC allemand, détenu à la prison berlinoise d'Alt-Moabit, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. À la tribune, sous la présidence d'André Malraux, Florimond Bonte (PC), Jean Longuet (PS), Jacques Kayser (parti radical), Chauvet (Secours rouge).

Dans l'actualité sociale, on note une multiplication des grèves et des actions revendicatives : aux usines Berliet de Vénissieux ; chez les métallos de Longwy ; chez les « textiles » de Vaulx-en-Velin ; chez les papetiers de Saint-Junien ; dans la confection pour hommes ; dans le métro. Etc. Le congrès des (140 000) mineurs, à Lens, décide une grève générale le 1^{er} mai, si le patronat reste sourd à ses demandes. Se prépare en effet un 1^{er} mai combatif, dans le privé et dans « les grands services publics ». Le premier mai cette année tombe entre les deux tours des élections législatives... ✦

Gérard Streiff

Le carré rouge **Maurice Thorez** (12)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Maurice Thorez 1900-1964

Après son certificat d'études, il entre à la mine, comme trieur de pierres puis administratif. En 1914, à la déclaration de guerre, il est évacué avec son grand-père ; la Creuse, puis la Somme, la Belgique où il retrouve ses parents, et en 1918, retour au pays à Noyelles-Godault (62). Comme tous à cette époque, il effectuera divers métiers. De 1919 à 1921 il sera mineur de fond ; l'interruption du service militaire ne l'empêchera pas durant ses permissions de retourner au fond. Il adhère à la CGT et à la SFIO. C'est donc sous les drapeaux qu'il apprendra la création du Parti communiste.

En 1922, militant actif à la JC et à la CGTU des mineurs, la mine refuse de le réembaucher à sa démobilisation. Il travaillera dans le bâtiment.

Permanent du PCF en 1924, il est en 1925 au Comité central et au Bureau politique responsable de l'organisation et de l'action contre la guerre du Maroc. Condamné à plusieurs reprises pour actions antimilitaristes, il échappe à la police et entre dans la clandestinité. Candidat aux législatives de 1928 à Ivry-sur-Seine, clandestin, il ne peut pas mener campagne. Arrêté en 1929, libre en 1930, il devient secrétaire général du PCF jusqu'en 1964 à sa mort. En 1932 il est élu député.

Dans ces années 1930 Maurice Thorez joue un rôle décisif en œuvrant au rassemblement des forces populaires, démocratiques et nationales contre le



fascisme, aboutissant à la victoire du Front populaire en 1936. Il est réélu aux législatives. En 1939, à la déclaration de guerre, Thorez est mobilisé. Répondant aux consignes de l'Internationale communiste, il déserte et se rend en URSS. Il sera condamné à six ans de prison pour désertion en temps de guerre, puis privé de sa nationalité française. En 1945 il retrouve, par décret, sa nationalité française, il entre au gouvernement comme ministre de la Fonction publique, avec quatre autres ministres d'État ; il devient vice-président du Conseil.

En 1947, les ministres communistes sont exclus du gouvernement pour avoir refusé les crédits de guerre contre l'Indochine et la confiance au gouvernement Ramadier. En 1950, le culte de la personnalité autour de Thorez, à l'image de celui de Staline en URSS, est à son apogée. De 1950 à 1953 Jacques Duclos remplacera Thorez qui, atteint d'une hémiplegie est parti se soigner en URSS. En 1956, Maurice Thorez admettra difficilement « le rapport Khrouchtchev » sur Staline, tout comme la déstalinisation. En mai 1964, Waldeck Rochet devient secrétaire général. Maurice Thorez décède le 11 juillet 1964. Un million de personnes l'accompagneront le 15 juillet du siège du PCF, le « 44 Le Peletier », jusqu'au Père-Lachaise.

Jeannette Thorez-Vermeersch 1910-2001

Julie Marie Vermeersch travaille à onze ans. En 1927 elle adhère à la CGTU, à la Jeunesse communiste et au Parti communiste. Permanente du PCF en 1932. En 1936, durant la guerre d'Espagne, elle met sur pied un réseau de solidarité pour les républicains espagnols. Membre du Comité central en 1947, du Bureau politique en 1950.

Députée de 1945 à 1958, puis sénatrice de 1959 à 1968. En octobre 1968, elle démissionne du Bureau politique et du Comité central, le Parti prenant trop de distance avec Moscou. ❄️

Gérard Pellois

Iran : l'impérialisme américain alimente la guerre et les spéculateurs !

Depuis le 28 février, les frappes israélo-américaines contre l'Iran ont fait basculer le Moyen-Orient dans une nouvelle guerre criminelle. En riposte, l'Iran a engagé des actions ayant conduit au blocage du détroit d'Ormuz, point stratégique du commerce énergétique mondial. En quelques jours, les prix de l'énergie ont flambé et l'économie mondiale s'est retrouvée suspendue à des décisions unilatérales prises à Washington. L'impérialisme des États-Unis reste la principale menace directe sur la stabilité internationale.

Le MJCF rappelle que cette guerre ne saurait être justifiée par la défense de la démocratie ou des droits humains. De l'Irak à la Libye, en passant par la Syrie, les interventions occidentales ont produit destruction et chaos, sans jamais répondre aux aspirations des peuples.

Aujourd'hui encore, ce sont les populations – au premier rang desquelles le peuple iranien – qui en paient le prix. La hausse brutale du pétrole alimente l'inflation et aggrave la précarité énergétique, tandis que les grandes multinationales, notamment celles produisant aux États-Unis, engrangent des profits considérables.

L'annonce d'un cessez-le-feu temporaire, conditionné à la réouverture du détroit d'Ormuz, démontre qu'il s'agit bien d'une offensive mercantile, visant à ouvrir de force le marché iranien et à réorganiser la production mondiale. Le MJCF apporte son soutien au peuple libanais resté sous les

bombes pendant les négociations en cours.

Les négociations concernant un droit de péage sur le détroit, au mépris du droit de la mer, sont une alerte pour les vassaux des États-Unis, dont la France. Le gouvernement américain sacrifiera toujours le droit international et les intérêts de ses prétendus alliés à une perspective de profits. Une politique souveraine assumant la confrontation avec Washington devient urgente.

Le MJCF réaffirme son attachement au principe de souveraineté des peuples. Seul le peuple iranien est légitime pour décider de son avenir. Le MJCF dénonce les tentatives de légitimation d'alternatives imposées de l'extérieur, notamment autour de Reza Pahlavi. Il dénonce les sanctions économiques frappant les peuples, véritable guerre économique menée par les États-Unis au prix de milliers de morts chaque année.

Dans ce contexte, l'alignement coupable de la France et de l'Union européenne sur les positions américaines entretient l'escalade.

Le MJCF appelle à une politique étrangère indépendante, fondée sur la paix, la coopération et le refus des logiques de blocs. La France doit sortir de l'OTAN et cette organisation doit être dissoute.

Il réaffirme son engagement aux côtés des forces progressistes iraniennes et de la jeunesse, pour un Iran souverain, libéré de toute ingérence et de toute domination. ✪



Solidarité
AVEC LE PEUPLE LIBANAIS

AG

FACE À L'AGRESSION ISRAËLIENNE

Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



MJCF

Campagne nationale du PCF :

« Un million d'oliviers pour la paix en Palestine »

45 500 € collectés, 10 271 oliviers déjà plantés !

Le PCF réaffirme sa solidarité historique avec le peuple palestinien dans sa lutte de libération nationale. Face à une stratégie d'anéantissement, nous opposons une solidarité internationale concrète et une bataille politique fondée sur le droit international, c'est-à-dire la solution politique à deux États. L'enracinement à la terre demeure, plus que jamais, le cœur de la résistance, contre la spoliation.

Grâce à la mobilisation de nos fédérations, 45 500 € ont été collectés, permettant la plantation de 271. Chaque plant est un acte de résistance face à l'occupation militaire et à la colonisation de peuplement israélienne.

Un succès de solidarité internationale utile et concret

Lancée par la fédération du Val-de-Marne et entérinée par le Conseil national du 17 mai 2025, cette initiative marque une étape clé de l'action des communistes aux côtés des Palestiniens.

En coordination avec l'OLP, le ministère de l'Agriculture et les coopératives agricoles, l'Association des agronomes arabes (AAA) a sélectionné, via des pépiniéristes locaux, des plants de qualité (80 à 120 cm). En décembre 2025, ces 10 271 arbres ont été mis en terre sur hectares, répartis dans zones ées (Ramallah, Naplouse, Hébron, Tulkarem, Bethléem et Jérusalem), à distance des colonies pour garantir leur préservation.

Ce projet soutient directement 366 familles d'agriculteurs. Chaque don de 10 € constitue un acte politique en faveur de la souveraineté alimentaire et de la production d'huile – pilier économique de la Palestine – tout en protégeant les terres contre l'occupant.

78 ans de nettoyage ethnique : la terre, comme enjeu de résistance

Depuis la Nakba de 1948, marquée par l'expulsion forcée de 800 000 Palestiniens, et depuis l'occupation de 1967, les gouvernements israéliens s'attaquent à l'accès à la terre, à l'eau et à la nourriture. Cela a été considérablement renforcé par la politique suprémaciste de Benyamin Netanyahou. En Cisjordanie comme à Gaza, l'arme alimentaire est devenue un outil de guerre.

- **Depuis 1967** : Plus d'un million d'oliviers ont été détruits par l'armée et les colons.

- **Depuis octobre 2023** : 50 000 arbres supplémentaires ont été arrachés.

- **Impact économique** : L'olivier génère 40 % des revenus pour 80 000 producteurs. Sa destruction menace la sécurité alimentaire et provoque un véritable écosystème (érosion des sols).

Cette stratégie de dépossession vise à empêcher l'émergence d'un État viable et souverain. Lors de la récolte d'octobre 2025, l'ONU a recensé 225 attaques de colons, faisant 171 victimes. Sous la terreur de ces



PLANÈTE

milices protégées par Netanyahou, plus de 20 % de la production n'a pu être récoltée.

Dans le contexte de génocide à Gaza et d'intensification de la répression en Cisjordanie occupée (annexion complète des territoires, 900 checks points, 10 000 prisonniers politiques dont torture, déplacements forcés, assassinats...), la campagne du PCF prend tout son sens politique face aux 750 000 colons surarmés.

Peine de mort pour les Palestiniens, la volonté d'assassiner tout un peuple !

Alors que Netanyahu et Trump propagent le chaos au Moyen-Orient en toute impunité et illégalité, le gouvernement suprémaciste d'extrême droite israélien franchit un nouveau cap pour liquider la question palestinienne. L'offensive est législative. Le 30 mars, la Knesset a instauré la peine de mort pour les seuls Palestiniens, en marquant un tournant historique. Pour Ofer Cassif et Aida Tuma, députés communistes israéliens : « *La Nakba continue. Israël légitime et justifie désormais le génocide, l'apartheid et le nettoyage ethnique. La loi sert le fascisme et le renforce.* »

Amplifions notre solidarité internationale !

Alors que la France se rend complice de crimes de guerre par ses ventes d'armes à Israël, les communistes disent NON à la proposition de loi Yadan ! En faisant l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme, ce texte dénoncé par l'ONU criminalise toute critique d'Israël en menaçant le mouvement de solidarité, comme le souligne le communiqué du PCF paru le 8 avril dernier :

(https://www.pcf.fr/la_loi_yadan_doit_etre_reti-ree)



Campagne nationale PCF de solidarité « 1 million d'oliviers pour la paix en Palestine » 45 500 € collectés - 10 271 oliviers plantés



Depuis 1948, Israël accélère sa stratégie programmée de dépossession de la terre palestinienne. Entre génocide à Gaza, colonisation, nettoyage ethnique et annexion de la Cisjordanie occupée, la Knesset légalise désormais la peine de mort pour les seuls palestiniens : la volonté d'assassiner tout un peuple !

Chaque olivier planté est un acte de résistance politique pour briser l'apartheid et garantir l'existence d'un État de Palestine viable et souverain, fondée sur le droit international.

La campagne de solidarité politique du PCF « est vitale pour la survie, la dignité et l'indépendance économique des Palestiniens » - Issa ELSHATLEH :

- Quel bilan et perspectives de la campagne des oliviers ?
- Quelle situation en Palestine ?
- Quelles solutions politiques pour une paix juste et durable au Proche Orient ?

Visioconférence

Mardi 14 avril 2026 à 19 h 00 avec :



Issa ELSHATLEH, vice-président de l'association palestinienne des arabes agronomes, (AAA), coordonnateur de la campagne des oliviers,
Animée par Christine HERNANDEZ, coordinatrice de la campagne nationale du PCF

Pour suivre la visioconférence en direct, suivre ou recopier le lien suivant :
<https://us06web.zoom.us/j/85156549753?pwd=bcGVBl88jkOK7ySxSnbG18QFGDXGV.1>



Scannez-moi pour suivre la visio en direct

Face à l'urgence et à l'invisibilisation des souffrances du peuple palestinien, nous renforçons la campagne des oliviers avec un nouvel objectif de 000 €. Dans ses remerciements à Fabien Roussel, Issa Elshateh (vice-président de l'AAA) souligne que face à l'annexion des terres, cette campagne est « *vitale pour la survie, la dignité et l'indépendance économique des Palestiniens* ».

L'engagement du PCF est total : pas de paix sans justice, ni sans sanctions contre les crimes d'Israël. Nous exigeons le respect du droit international, la pleine souveraineté de la Palestine et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. ✊

Christine Hernandez

coordinatrice de la campagne nationale PCF

« Un million d'oliviers »

Contact pour lancement de campagne dans les fédérations :

06 08 67 72 75

crismig@live.fr

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :

Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei

(directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaiashvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA